



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 28 août 2021

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

Face à l'urgence climatique la France transforme son modèle énergétique

Saint-Nazaire

Samedi 28 août 2021

Seul le prononcé fait foi

Madame la ministre de la Transition écologique et solidaire, chère Barbara ;
Madame la ministre déléguée chargée de l'Industrie, beau mot si il en est,
chère Agnès ;

Madame la secrétaire d'État locale de l'étape, que je salue avec beaucoup de plaisir comme je le fais à l'endroit des parlementaires de ce beau département.

Je salue le représentant du Conseil régional, du Conseil départemental et tous les maires, à commencer évidemment par celui de la belle ville de Saint-Nazaire,

Monsieur le président directeur général d'EDF et,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, je n'oublie évidemment ni le préfet maritime ni Monsieur le préfet de la région.

Je veux vous dire d'emblée tout le plaisir que j'ai à être avec vous aujourd'hui, ici à Saint-Nazaire, sous un temps magnifique pour constater, constater sur place, rien ne vaut le terrain, vous le savez, la bonne avancée de ce chantier majeur qui fera émerger d'ici fin 2022, à 12 km des côtes, le premier parc éolien en mer de notre pays capable, vous l'avez rappelé ce matin, de

produire environ 20 % de la consommation d'électricité de ce département, de ce beau département dans la Loire Atlantique.

N'en doutez pas, Mesdames et Messieurs, c'est une étape cruciale dans la mise en œuvre de l'ambition climatique portée par le président de la République depuis 2017. Nul ne l'ignore, l'urgence climatique est là et le récent rapport du GIEC en a dressé une nouvelle fois le constat implacable. Et face à ce constat, je suis venu dire, redire avec les membres du Gouvernement qui m'entourent... Je suis venu vous dire que notre pays avance de manière forte et déterminée dans la transformation de son modèle énergétique. Nous avons pris des décisions fortes et courageuses pour marquer des progrès indispensables dans ce qu'on appelle la décarbonation de notre industrie.

Je pense bien sûr, je le dis ici, à la fin programmée des centrales à charbon, engagement présidentiel que nous tenons en avance, je le relève, en avance par rapport à certains de nos grands voisins. Mais je pourrais aussi citer le développement de la voiture électrique, qui entre progressivement dans les faits dans la vie quotidienne de nos concitoyens, avec 16 % de véhicules électriques et hybrides rechargeables vendus en juillet dernier sur l'ensemble des ventes de véhicules. Alors, 16 %, c'est 16 % mais enfin, c'était 2 % en 2017. Vous voyez, si nous poursuivons cette évolution, que nous sommes sur le bon chemin. Et évoquant cela, je ne peux m'empêcher de citer le million de ménages modestes qui a bénéficié au cours de ces mêmes dernières années, d'aides à l'acquisition de véhicules propres. Fixer des évolutions, prendre des décisions, mais les accompagner, ne pas se tenir dans le registre punitif. Je pourrais également évoquer, je les ai illustrées parce que j'y crois beaucoup, les investissements massifs, inédits que nous consentons dans le transport ferroviaire, de voyageurs comme de marchandises par l'Etat seul.

Et je salue l'ensemble des acteurs, mais l'Etat en premier, notamment grâce au plan de relance et je le dis aussi à la réforme de la SNCF que nous avons conduite. Je pense également à la décarbonation de notre industrie, chère Agnès, vaste chantier, à nos ambitions en matière d'hydrogène. Elles ont été aussi évoquées ce matin, toutes deux accompagnées très activement par le même plan de relance. Je pense enfin, parce que je ne veux pas être trop long aux efforts réalisés en termes de rénovation de logement avec MaPrimeRénov qui est en passe de rentrer dans le langage courant puisqu'elle a bénéficié, déjà, à plus de 650 000 ménages depuis la création du dispositif l'année dernière. Et parmi eux, je le souligne encore, ce sont des chiffres officiels, plus de 80 % de ménages modestes. Je pourrais donner bien d'autres illustrations et en fait je peux vous dire simplement que ces avancées, ces progrès sont

sans précédent et désignent mieux que n'importe quelle proclamation d'intention la réalité de nos engagements. C'est pour ça que je tiens avec le ministre à venir sur place. Montrez, montrez à nos concitoyens ce qui se fait avec eux et pour eux. Et je veux aussi vous dire que cette action déterminée et résolue, nous entendons l'inscrire dans la durée. Ces derniers mois, la ministre de la Transition écologique et solidaire dont je salue très fortement l'action, a porté avec une détermination sans faille, le projet de loi climat et résilience. Je salue à cette occasion les parlementaires ici présents. Cette loi, elle vient d'être promulguée.

Nous allons, sans délais, publier les décrets d'application à chaque fois que la loi en prévoit. Et c'est une loi prévoyant, dans tous les champs de l'action publique, des effets extrêmement précis, extrêmement concrets dont vont pouvoir s'emparer tous nos concitoyens, et qui vont s'échelonner au cours des prochains mois et années. Car telle est, je le réaffirme devant vous, comme je l'avais dit voilà un peu plus d'un an, à la faveur de ma déclaration de politique générale devant le Parlement, la philosophie de notre action, c'est concilier l'indispensable, l'incontournable transition écologique avec la croissance économique et le progrès social.

C'est ça notre défi collectif. On a appelé ça les formules : la croissance verte. Dans croissance verte, il y a verte et il y a croissance. Ça ne s'oppose pas. L'imagination, la volonté politique doivent permettre cette conciliation indispensable. Dans cette course de vitesse, je parlais d'urgence au début de mon propos en faveur de la décarbonation de notre société et de notre économie, l'énergie a évidemment, vous le savez bien, une place à part, pour la raison simple que l'utilisation d'énergie est la première source d'émissions de carbone et que l'énergie que nous consommons aujourd'hui reste encore, pour les deux tiers d'origine fossile. Notre défi collectif est donc de substituer à cette énergie fossile des énergies propres et notamment de l'électricité décarbonée. Quand nous remplaçons progressivement en l'accompagnant, un véhicule thermique par un véhicule électrique ; quand nous remplaçons progressivement en l'accompagnant, une chaudière au fioul par une pompe à chaleur ; quand nous relocalisons une industrie, puisque vous savez qu'il y a derrière tout cela des enjeux majeurs de souveraineté nationale et européenne, et européenne, eh bien la consommation d'électricité décarbonée augmente. Les experts prévoient ainsi que nos besoins en électricité décarbonée pourraient s'accroître potentiellement de plus de 20 % d'ici à 2035, et ce je le dis concomitamment à nos indispensables efforts en matière d'efficacité énergétique.

Pour faire face à ces défis, pour réduire nos émissions de carbone, le président de la République l'a rappelé, notamment lors de son récent déplacement en Polynésie, et je veux le redire avec vous, devant vous avec force, nous pouvons compter sur le nucléaire qui reste, comme l'a rappelé le chef de l'Etat, une chance pour notre pays. Depuis plus de 40 ans, il est la clé de notre indépendance énergétique, et il continuera d'être le socle de notre énergie décarbonée dans le cadre de la programmation que nous avons fixée. C'est la raison pour laquelle, je le rappelle, le plan de relance investi dans la filière nucléaire. Mais nous savons aussi que l'énergie nucléaire ne saurait à elle seule suffire pour couvrir ces besoins nouveaux en électricité décarbonée dans les 15 prochaines années. Énergie nucléaire et énergies renouvelables ne s'opposent donc pas. Sur ce sujet, non seulement les experts sont unanimes, mais nos concitoyens le comprennent. Faisons donc fi des faux débats et des fausses postures.

Une chose est certaine, mesdames et messieurs, nous avons besoin et du nucléaire et des énergies renouvelables pour produire dans notre pays plus d'électricité décarbonée et accélérer la transition écologique. Tel est le sens de ma visite parmi vous ce matin : le développement massif des énergies renouvelables. On est en chemin. Elles représentaient, ces énergies renouvelables, 18 % de la production d'électricité en 2017. Grâce à notre action collective, c'était l'année dernière 25 %. Plus précisément depuis 2017, plus de 5 800 nouveaux grands projets solaires, éoliennes et hydroélectriques ont déjà été soutenus avec, je le rappelle, pour souligner l'effort de la nation. En 2020, plus de 6 milliards d'euros d'aides versées à leurs bénéficiaires. C'est une progression importante. C'est un effort considérable, mais nous devons nous donner collectivement les moyens de les poursuivre et de les amplifier. Puisque je le dis aussi devant vous, nous n'avons toujours pas atteint en la matière les objectifs que nous nous étions fixés.

C'est pourquoi, aujourd'hui, et c'est une annonce que je suis heureux de faire, le Gouvernement lance 7 nouveaux appels d'offres pour amplifier ce développement. Les premières périodes de candidatures ouvriront dès octobre prochain. Au cours des 5 prochaines années, plus de 25 milliards d'euros d'investissements vont être ainsi réalisés dans les énergies renouvelables, permettant de soutenir plus de 25 gigawatts de nouvelles capacités de production solaire, éolienne, terrestre et hydroélectrique. 25 gigawatts, cela représente près de 10 % de notre consommation d'électricité. C'est tout à fait significatif. J'invite donc l'ensemble des filières d'énergies renouvelables à se mobiliser dès aujourd'hui pour échanger avec les acteurs locaux et nous proposer des projets de qualité qui permettront à la France de franchir un nouveau cap en la matière.

Je peux déjà vous dire que près des deux tiers de ces investissements, c'est notre objectif politique, et c'est la priorité, seront réalisés sur l'énergie solaire qui constitue l'axe prioritaire de notre stratégie en matière d'énergie renouvelable électrique. J'aurai l'occasion d'y revenir dans quelques semaines, ma chère Barbara, tant pour accroître la production de cette filière que pour annoncer, ma chère Agnès, des investissements industriels. Parce que produire de ces énergies, et en France, avec des technologies souveraines, c'est un objectif dans l'objectif.

Les appels d'offres que je viens d'annoncer doivent aussi permettre de réaliser des projets d'éoliens terrestres dans les endroits où nous pouvons les réaliser parce qu'ils sont adaptés et pertinents. Sur ce sujet, et je suis sur celui-là comme sur tous les autres, très à l'écoute de ce qui se passe. Sur ce sujet, nous devons non pas changer d'objectif, mais sans doute de méthode. Longtemps élu du monde rural, je suis comme nos concitoyens, très attaché à nos paysages qui constituent une part de notre patrimoine, j'allais dire de notre identité, si vous me le permettez et qui évidemment, doivent être respectés. Il est impératif de mieux en tenir compte, de concerter réellement en amont des projets et d'autoriser des projets éoliens au cas par cas et de manière plus équilibrée sur le territoire national.

La nouvelle loi Climat et résilience va permettre, de surcroît, de conforter le rôle des maires dans le processus de décision. Mais ces contraintes, ces réalités expliquent aussi que plus que l'éolien terrestre, c'est le développement des parcs éoliens en mer qui doit constituer, après le solaire, le deuxième axe prioritaire de notre stratégie en matière d'énergies renouvelables. Et c'est cette priorité que je suis venu incarner ce matin avec vous, non sans avoir dit à la ministre que nous devons aussi être le plus ambitieux possible en matière d'hydroélectricité. L'éolien en mer, on l'a vu, illustré, compris, c'est un atout écologique autant qu'un puissant facteur de réindustrialisation de notre pays, chère Madame la ministre, avec les usines de Saint-Nazaire, bien sûr, mais aussi celle de Cherbourg et bientôt encore avec l'usine du Havre. À l'heure actuelle, les projets lancés dans l'éolien offshore ont déjà permis de créer au total plus de 4 800 emplois directs en France. La construction de ce parc éolien qui nous rassemble aujourd'hui ici à l'embouchure de la Loire, a mobilisé plus de 2 000 emplois en France, dont plus de 1 200 en région Pays de la Loire, notamment ici, Monsieur le maire, à Saint-Nazaire, ville dont la réputation industrielle n'est plus à faire. Et vous avez face à vous un chef du Gouvernement, un Gouvernement derrière le président de la République qui revendique la vocation industrielle de notre pays. Et une de nos grandes fiertés aura sans doute été de stopper la chute

considérable de plusieurs décennies des emplois industriels dans notre pays et d'être, depuis 2017-2018, reparti à la hausse, une hausse que nous jugeons encore insuffisante et que, précisément, le plan de relance et demain le plan d'investissement à horizon 2030 qu'annoncera le président de la République, viendront renforcer et conforter.

Nous disposons en effet en France d'usines de fabrication de turbines et de pales, et de tout un écosystème industriel que nous sommes en train de constituer et de renforcer. Au total, grâce à l'ensemble de ces projets, les Pays de la Loire sont tout simplement le premier pôle industriel français de cette nouvelle filière. Je voudrais insister devant vous sur le fait que, parce que c'est une dimension absolument centrale, le développement de ce parc éolien est riche d'enseignements en matière énergétique, c'est son objectif, en matière industrielle, je viens de l'évoquer, mais aussi sur le plan de la méthode. Car je l'ai vu, entendu, il s'est fait dans le consensus avec les acteurs locaux, à commencer par les élus du territoire, les habitants, des professionnels de la pêche.

Nous avons entendu le témoignage du président du comité régional. Et je veux remercier très sincèrement tous ces acteurs, tirer mon chapeau, vous me le permettrez en ma qualité de chef du Gouvernement, aux services de l'Etat. Les services de l'Etat sont là, je le dis, sur tous les fronts. Je n'oublie pas tout à fait encore que nous sommes dans une crise sanitaire. Ils ont été à la manœuvre au service du pays, aux côtés des élus, fédérant un partenariat. Et sur le dossier qui me conduit devant vous ce matin, je sais aussi, sous votre autorité, Monsieur le préfet, Messieurs les préfets, quel a été leur rôle. Je veux saluer le porteur, les porteurs, l'équipe, Monsieur le président d'EDF, de ce beau projet. Toutes les associations ont été mobilisées, et en particulier les associations environnementales. C'est le sel de l'action publique et politique : concilier parfois les contraires, ce qu'on appelle les conflits d'usage. Il y a des réglementations, il y a des contentieux. La variable d'ajustement, c'est le temps. 10 ans, je vous confesse, dans des fonctions antérieures en 2011, avoir travaillé sur le projet, sur l'appel d'offres qui a abouti à la réalisation que nous avons visitée ce matin, 2011-2021, c'est long, c'est vrai.

On va d'ailleurs, grâce à des lois récemment votées, simplifier toutes ces procédures. Mais cette lenteur, c'est aussi le reflet de ce travail de concertation. Il faut parfois aussi du temps pour réunir des opinions contraires, et dans ce cas-là comme ici ce n'est pas du temps perdu. Nous souhaitons bâtir si possible de tels consensus sur tous les nouveaux projets et nous avons à ce titre fait profondément évoluer la procédure d'élaboration et d'autorisation des projets éoliens en mer. Il faut le dire quand même, il fut un

temps où la concertation commençait alors que le projet était déjà acté et figé, pas que dans ce registre d'ailleurs. Mais ne laisser aucune marge de manœuvre à la concertation a évidemment alimenté les tensions, dont nous constatons encore les effets sur plusieurs autres projets en cours de réalisation. Je crois que, si j'ose dire, nous avons remis les choses dans le bon ordre puisqu'avant tout lancement d'appel d'offres l'Etat réalise une vraie concertation qui doit permettre de débattre de l'ensemble des aspects du projet. Puis, lorsque, comme ici, le consensus est suffisant, nous avançons collectivement avec la volonté de concilier à chaque fois le développement indispensable des énergies renouvelables, avec le maintien des activités maritimes existantes ou la protection elle aussi indispensable de la biodiversité.

Vous le savez, de telles concertations sont en cours sur plusieurs façades maritimes. Je pense notamment, vous me le permettrez, à la Méditerranée où deux parc éoliens flottants font actuellement l'objet d'un débat public qui durera jusqu'à octobre pour lesquels je veux les connaissances saluer l'implication des acteurs locaux. De la même manière, le nouveau projet éolien en mer que nous développons actuellement à Normandie en constitue un autre exemple. Le débat public organisé entre 2019 et 2020 a en effet permis de faire émerger un consensus autour d'une zone de 500 km² située à plus de 32 km au large de Barfleur et capable d'accueillir à terme deux parcs éoliens. C'est sur cette base que nous avons lancé à la fin de l'année dernière, vous le savez, un appel d'offre pour un premier projet, et il faut, Barbara, que nous prenions la décision d'attribution l'année prochaine.

Aujourd'hui et avec le soutien de nombreux élus normands, le Gouvernement souhaite lancer un second projet dans cette même zone afin de réduire le nombre de nouveaux sites tout en mutualisant, on a vu que c'est un sujet les raccordements à terre. Le Gouvernement va saisir la Commission nationale du débat public afin de définir très rapidement l'organisation de la concertation dans les meilleures conditions. Cette concertation va permettre d'examiner l'ensemble des enjeux, comme toujours, environnementaux, paysagers et économiques. Les incertitudes des usagers de la mer, notamment les professionnels de la pêche qui, je le sais, dans le contexte encore trop incertain du Brexit, doivent avoir de la visibilité sur leur activité. Je suis en effet très attaché à ce que ces diverses activités puissent coexister harmonieusement. Et je le dis, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, je pense à l'Allemagne, au Danemark, à la Belgique ou encore aux Pays-Bas, la France a l'intention, on l'a vue, sur l'actuel projet d'assurer la préservation et la continuité des activités de pêche à l'intérieur de tous les parcs éoliens en mer posés. J'ajoute que le développement de cette nouvelle

activité nous invite, nous oblige, à approfondir nos connaissances scientifiques sur l'ensemble de notre environnement marin, des fonds marins, chère Barbara, qui reste encore pour partie une terra incognita et sur l'impact des projets que nous y menons.

C'est pourquoi je vous annonce que le Gouvernement, en s'appuyant sur les établissements publics spécialisés de réputation mondiale qui font la réputation de notre pays comme l'Ifremer, va lancer très vite un nouveau programme d'études consacré aux environnements marins. Et que ce projet sera doté de 50 millions d'euros. Il inclura un nouvel Observatoire national de l'éolien en mer qui permettra notamment de mettre à disposition de tous la synthèse des connaissances scientifiques disponibles sur les effets des parcs éoliens en mer, sur la biodiversité et les ressources halieutiques. Transparence, transparence, c'est un autre maître mot de la réussite de ces projets.

Voilà, Mesdames et Messieurs, toutes les raisons pour lesquelles je tenais avec plusieurs membres du Gouvernement à être présent parmi vous aujourd'hui. Nous sommes, inutile de le rappeler, chacun le mesure dans une époque de mutations profondes, tant sur la manière de produire l'énergie que sur celle de l'utiliser. Et dans ce cadre l'Etat doit évidemment pleinement jouer ses multiples rôles de stratège et d'investisseur, bien sûr, de financeurs, mais aussi de partenaires, de fédérateur de toutes les forces vives, locales et sociétales qui contribuent à accélérer les transitions à l'œuvre ou en tout cas pour le dire différemment, sans lesquelles sans l'adhésion desquelles ces transitions seront, sinon, impossibles, en tout cas, beaucoup plus difficiles.

Sur ces sujets, comme surtout les autres qui structurent l'avenir de notre pays, votre gouvernement, mon gouvernement ne doit être et n'est ni dans l'incantation ni dans l'idéologie ni dans la démagogie. Il est dans l'action, dans la concertation, dans le pragmatisme, dans l'accompagnement. Des mots qui riment avec efficacité. Il nous faut de l'ambition et de la détermination, et nous en avons. Il nous faut y mettre des moyens, et c'est ce que nous faisons comme jamais précédemment. Il nous faut aussi assumer publiquement la nécessité de vouloir conjuguer les enjeux écologiques et les enjeux écologiques et industriels car je l'ai dit : ils n'ont rien de contradictoire. Et le parc éolien en mer de Saint-Nazaire en est sans doute la plus belle des preuves. Ce défi historique de la transition écologique et de la transition écologique et de la préservation de notre planète, nous le relèverons ensemble par la mobilisation de tous, par l'engagement de l'État, celui des collectivités territoriales, celui des industries.

Et c'est ce que nous faisons comme jamais précédemment. Il nous faut aussi assumer publiquement la nécessité de vouloir conjuguer les enjeux écologiques et les enjeux économiques et industriels car, je l'ai dit, ils n'ont rien de contradictoire, et le parc éolien en mer de Saint-Nazaire est sans doute la plus belle des preuves. Ce défi historique de la transition écologique et de la préservation de notre planète, nous le relèverons ensemble par la mobilisation de tous, par l'engagement de l'Etat, celui des collectivités territoriales, celui des [coupure retransmission 04:20 - 04:45] industriel, par l'excellence de nos chercheurs, mais aussi par la transparence du débat public, par l'implication la plus forte possible du plus grand nombre de nos concitoyens pour trouver ensemble le bon rythme et les bons équilibres.

C'est ça une démocratie qui avance, une démocratie moderne, une démocratie apaisée.

C'est ainsi que nous serons à la hauteur du défi climatique pour lequel, en particulier, vous le savez, les plus jeunes d'entre nous nous regardent et nous attendent. C'est ainsi aussi, car tel est bien, vous l'avez compris ici, dans ce haut lieu symbolique et historique qu'est Saint-Nazaire, que nous nous affirmerons parce que telle est notre volonté comme une des grandes puissances des énergies renouvelables.

Je vous remercie.